

Madame le Président, nous avons eu l'occasion, au cours de la deuxième lecture, au cours de l'étude en comité, de discuter amplement de ce pouvoir d'emprunt. J'aimerais simplement rappeler à la Chambre que les sommes et les dispositions du projet de loi sur le pouvoir d'emprunt découlent directement du budget qui a été proposé à la Chambre par le ministre des Finances (M. MacEachen) et qu'elles indiquent les besoins financiers du gouvernement.

Je suis assuré, madame le Président, que les députés comprendront l'urgence d'adopter le projet de loi sur le pouvoir d'emprunt et que nous obtiendrons la collaboration de tous pour utiliser au maximum les journées de débats que nous aurons à l'étape du rapport et à celle de la troisième lecture. Ainsi, les députés auront eu l'occasion d'exprimer la façon dont ils voient les demandes du gouvernement relativement au pouvoir d'emprunt.

[Traduction]

M. Blenkarn: Madame le président, la Chambre est saisie d'une motion scandaleuse. Nous avons consacré un seul après-midi, le vendredi 20 mars, à l'étude de ce bill à l'étape du rapport. Il est honteux que le gouvernement propose cette motion ce soir afin que nous disposions de la motion elle-même en deux heures et mettions fin au débat sur le bill après deux jours.

Une voix: Vous me faites pleurer.

M. Blenkarn: C'est un recours peu réaliste à l'article 75(c) et il faut en blâmer le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Blenkarn: Qui plus est, le gouvernement n'a pas besoin d'argent et n'a aucune raison de tenir à l'étude de ce bill aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Blenkarn: Dès que le gouvernement a repris le pouvoir juste après le 18 février—en fait, le 20 février—il avait 2.594 milliards de dollars en caisse.

La semaine dernière, le 25 mars 1981, le gouvernement avait plus d'argent en caisse qu'il n'en a eu depuis si longtemps qu'il est difficile de se le rappeler. De fait, le gouvernement avait 6.4 milliards de dollars dans son compte. Il n'a pas besoin d'imposer la clôture pour ce bill. Il a assez d'argent pour fonctionner ce mois-ci, le mois prochain et l'autre mois après, selon son budget. Il n'a aucune raison d'imposer la clôture. Il n'est pas nécessaire qu'il dise à la Chambre que c'est un cas d'urgence, qu'il est sans le sous, qu'il ne peut pas payer ses factures ou qu'il nous serve ce genre d'excuses. Il n'a absolument aucune raison de se montrer aussi irréaliste en nous imposant une limite de temps pour ce bill. Il faut le condamner.

Travaux de la Chambre

On ne sait que trop bien pourquoi il agit de la sorte. Il a honte de sa politique financière inepte et de la façon dont il gère les finances du pays. Il n'y a pas à s'étonner qu'il veuille mettre fin au débat, car il ne tient pas à ce que nous allions crier sur les toits qu'il est incompétent. Le gouvernement veut que son incurie soit tenue secrète.

M. Epp: Il faudrait une éternité pour en faire le tour.

M. Blenkarn: Si le gouvernement voulait étudier cet amendement à l'étape du rapport, il se rendrait compte que nous avons demandé de réduire les emprunts à 8 milliards de dollars. C'est tout ce dont il a besoin. Il a 6.4 milliards de dollars en caisse. S'il emprunte 8 milliards de dollars supplémentaires, il aura en tout 14 milliards de dollars. Le gouvernement n'a donc pas besoin de plus d'argent que ce que l'amendement préconise.

Pourquoi donc vouloir nous imposer la clôture? C'est parce que le gouvernement veut un blanc-seing. Il veut qu'on lui fasse un chèque en blanc alors qu'il est totalement irresponsable.

C'est une motion honteuse. Le ministre d'État (Finances) (M. Bussières) devrait être gêné de faire une telle proposition ce soir. Comment peut-il avoir le front de venir devant nous et de nous dire: «Nous sommes dans une situation désespérée; notre autorisation d'emprunter expire le 31, ce soir, à minuit et nous ne pouvons pas emprunter d'argent»? Mais le gouvernement a 6.4 milliards de dollars en réserve. Pourquoi a-t-il besoin d'emprunter? Il n'en a pas besoin.

● (2150)

«Vous n'avez pas besoin d'argent; vous n'en aurez pas besoin ce mois-ci, le mois prochain ni le mois suivant». Il n'y a donc pas lieu d'imposer la clôture. Il n'y a donc pas lieu de fixer un délai aussi peu réaliste alors que le bill dont nous sommes saisis revêt une telle importance économique et qu'il est même le plus important de ce type que nous ayons eu à étudier jusqu'ici cette année.

Il faut bien se rendre à l'évidence que le gouvernement ne veut pas s'attaquer aux questions concernant l'inflation; il est clair qu'il ne veut pas se demander pourquoi il a amassé tout cet argent dans son compte; il est clair que le gouvernement veut réduire le temps dont les députés disposent pour parler de l'économie canadienne, et tout cela se produit à un moment où nos concitoyens se montrent vraiment préoccupés de la situation. Et c'est ce qui me gêne le plus. Ce qu'ils déplorent, c'est le taux d'inflation de 12.2 p. 100. Leur argent semble s'évanouir; leur pouvoir d'achat n'est plus ce qu'il était. Pourtant, le gouvernement veut s'assurer que nous, qui siégeons de ce côté-ci, ne puissions pas exprimer ce que nos électeurs ont à dire sur la valeur de leur argent.

Lorsqu'on examine le marché de l'immobilier, on constate que dans les principales villes du pays, les gens font grimper le prix des maisons de façon tout à fait déraisonnable. Tout cela